

## ÉDITORIAL (24-10-2020)

## SUR LES ATTENTATS DES ISLAMISTES RADICAUX EN FRANCE

Une série d'attentats et assassinats ont perpétrés en France par des islamistes radicaux en janvier 2015 contre la rédaction de l'hebdomadaire satirique « Charlie Hebdo » (en représailles de la publication de caricatures de Mahomet qui avaient provoqué d'énormes manifestations de millions de musulmans de par le monde), contre des jeunes dans des bars et dans une salle de spectacle à Paris en novembre de cette même année (dans ce cas en représailles de la participation militaire de l'État français au Moyen-Orient contre l'État Islamique), ainsi que les exécutions indiscriminées de policiers, de juifs et il y a peu d'un professeur de Lycée (qui - au nom de la liberté d'expression - avait montré à ses élèves des caricatures de Mahomet), lequel fut tué et décapité par un immigrant d'origine tchéchène. Cette série d'attentats a porté jusqu'à son paroxysme dans les milieux politiques officiels et les moyens de communications une campagne débridée et tous azimuts contre le « danger intérieur » représenté par l'Islam (et, en filigrane, par la population musulmane et immigrée) en France.

Le « danger pour la République » est présenté comme étant d'autant plus pressant que le nombre des musulmans en France est estimée par différentes sources démographiques dans une fourchette qui va de 2 et 4 millions (dont environ 100 000 convertis). Cette campagne sur le « danger islamiste » fait fantasmer l'imaginaire de la population, le nombre des français descendants d'arabes immigrés étant bien plus important.

Lorsqu'on sait que le Ministre de l'Intérieur français lui-même affirme que le nombre des islamistes radicaux *potentiellement* dangereux s'élève à 8 000 et que tous ces attentats ont été le fait *d'individus isolés*, le « danger pour la République » semble pour le moins exagéré, et on peut conclure sans risque d'erreur que l'« état de guerre » interne proclamé par le président Macron et son ministre vise certainement d'autres objectifs que « la défense de la démocratie française ».

La question est politiquement d'autant plus grave que la réaction d'horreur que naturellement se répand dans la population devant ces actes barbares semble justifier aussi bien la proclamation d'un « état de guerre » interne que les interventions militaires « contre le terrorisme » que l'État français a mené au Moyen-Orient et qu'il continue à mener sans discontinuer depuis des années en l'Afrique subsaharienne. Les déclarations de va-t'en guerre du gouvernement - avec l'appui et la surenchère de l'« opposition républicaine » - vise d'une part à ne pas se laisser distancer électoralement par l'extrême droite représentée par le Rassemblement National dont le fonds de commerce est la xénophobie, le racisme, le rejet de la population arabe et des immigrants (suivi en cela - et de plus en plus - par toute la droite parlementaire) ; et, d'autre part, à élargir l'appui social autour de ses interventions militaires à l'étranger.

\*\*\*

Personne dans la classe politique officielle et parmi les « spécialistes » qui se succèdent de façon ininterrompue dans les organes de presse et les moyens de communication à large écoute ne semble se demander sérieusement pourquoi bon nombre des français d'origine musulmane – de première, deuxième et même de troisième génération – aient été happés par une vague qui les porte vers un retour au religieux et à un communautarisme basé sur un Islam plus ou moins rigoriste, jusqu'à donner lieu à des franges très minoritaires embarquées dans des mouvements politico-religieux, dans la lutte armée au sein de l'État Islamique au Moyen-Orient et dans les attentats en France.

La seule explication que les « spécialistes » trouvent à ces dérives religieuses rigoristes et même extrémistes est l'action de propagande et prosélytisme menés par des imams envoyés et stipendiés surtout par l'étranger (dont bon nombre ont été formés dans les pays arabes imbibés d'un cléricalisme à outrance). Mais s'il est vrai que le « monde musulman » a de puissantes organisations internationales dont le but est d'étendre leur influence et prosélytisme politico-religieux à travers le monde, et en particulier dans l'Occident où se trouvent des populations d'origine arabo-musulmanes, encore faut-il que cette action à but clairement politico-religieuse trouve des conditions historiques et socio-économiques permettant son enracinement et son essor.

Or, il n'est un secret pour personne que les couches les plus marginalisées, discriminées et précaires de la population en France sont constituées d'immigrés et descendants d'immigrés en provenance du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne. Après une, deux et même trois générations, des secteurs non négligeables de cette population se trouvent au plus bas de « l'échelle sociale ». Avec les crises qui se sont succédées après celle de 1973, des millions de personnes ont vu leurs conditions d'existence se détériorer, se sont vues éjectées et/ou fermer l'accès aux processus économiques normaux (de la production et circulation des marchandises et du secteur des services), sans espoir d'un jour en faire partie. L'école, au lieu d'être un vecteur d'intégration sociale, est devenue une machine à broyer des générations entières de jeunes. Pour des pans entiers de familles humiliées et laissées pour compte, la société « officielle » est devenue étrangère à leur existence et à celles de leurs enfants.

Il est bien connu que l'insécurité, la misère sociale et l'horizon bouché dans l'existence constituent le terreau le plus propice à la propagande religieuse. D'où l'identification à partir de 1990 d'importants secteurs de l'immigration et de descendants d'immigrés à l'idéologie islamiste rigoriste, à des formes de panislamisme politico-religieux qui génèrent un sentiment d'appartenance à une communauté internationale avec son idéologie propre, sa culture propre et sa propre morale et normes sociales.

Alors que dans les années 1950-1980 de larges secteurs d'origine arabe trouvaient leur fierté et leur identification collective dans le nationalisme surgi des luttes pour l'indépendance, cette voie d'identification collective s'est refermée après la faillite historique du panarabisme

incarné, entre autres, par les Nasser, Kadhafi, Hafez al-Assad, Boumédiène, et par les défaites et les capitulations des États arabes face à Israël.

Comme résultat des interventions impérialistes en Afrique, le Moyen-Orient et l'Afghanistan, d'une part, et de la résistance à ces interventions des mouvements se revendiquant d'une idéologie religieuse à partir de la révolution iranienne de 1979 et de la guerre contre l'URSS en Afghanistan, s'est développé dans les métropoles un courant d'adhésion de certaines franges extrêmement minoritaires issues de l'immigration aux mouvements armés islamistes, allant jusqu'à l'enrôlement de quelques 1 200 djihadistes français dans les rangs de Daech en Syrie<sup>1</sup> et donner lieu aux attentats et exécutions de « mécréants » en France.

En France, précisément, la situation de marginalisation et du communautarisme religieux d'importantes masses issues de l'immigration a élargi un *fossé béant* préexistant dans la société en général et du prolétariat en particulier. Pour la bourgeoisie, ce fossé est un pilier de sa domination de classe et un facteur d'affaiblissement des masses exploitées. Si bien ce fossé ne pourra être comblé que par un puissant mouvement social et politique qui combat *à la fois* toute forme de discrimination et marginalisation des populations issues de l'immigration, et par un combat anticapitaliste, anti-impérialiste, anticolonial et antisioniste conséquent, c'est-à-dire, contre toute intervention néocoloniale de l'impérialisme en général et de l'impérialisme français en particulier, *il est grand temps de commencer à faire les premiers pas dans cette direction*<sup>2</sup>.

La lutte pour l'égalité des droits, contre toute discrimination de la population d'origine africaine, contre le terrorisme d'État permanent que l'État exerce sur la jeunesse des quartiers immigrés et l'opposition intransigeante à toute intervention impérialiste en Afrique et au Moyen-Orient est sans le moindre doute une condition nécessaire pour lever cette *terrible hypothèque* qui pèse sur l'unification du prolétariat d'un pays comme la France. *Et c'est en même temps une condition pour arracher ces masses à l'influence des courants politico-religieux islamistes.*

Croire – comme c'est le cas des partis bourgeois – que l'influence de l'intégrisme musulman puisse être éradiquée par l'« école de la République », par la forge d'un « islam républicain »

---

<sup>1</sup> Les derniers conflits dans le Moyen-Orient qui ont eu pour théâtre la Syrie et l'Irak et qui ont opposé des populations de différentes confessions religieuses, entraînant des déplacements massifs et le carnage de populations, ont été le résultat (et ont entraîné la mise en cause) du partage de la région par l'impérialisme anglo-français à la suite de la première guerre mondiale lors des Accords Sykes-Picot de 1916. Les interventions des puissances mondiales et régionales (la France, l'Angleterre, les USA, la Russie, la Turquie et l'Iran) au cours de ces affrontements ont eu pour but non seulement la défense géopolitique de leurs intérêts régionaux, mais également d'empêcher la mise en cause de la systématisation étatique arbitraire de la région.

<sup>2</sup> Un bon exemple en ce sens est l'appel lancé par un secteur du mouvement ouvrier italien "Pour un front anticapitaliste unique!" et la publication des "21 thèses sur le néocolonialisme et la guerre contre les immigrés" que nous avons reproduit dans notre blog.

et par *la répression tout court* est l'expression d'une cécité qui ignore les causes matérielles et sociales de son émergence.

Quant aux attentats de masse aveugles - comme celui de novembre 2015 - perpétrés par des extrémistes islamiques, et bien que le marxisme nous permette d'identifier les racines de ce terrorisme et de les considérer comme des actions désespérées en l'absence de réactions dans la métropole contre les interventions militaires françaises au Moyen-Orient, il est du devoir des communistes de faire une *critique radicale* de cette méthodologie - et plus encore lorsqu'elle est élevée au rang de *stratégie politique* - qui ne mène qu'à des *impasses* et, par contrecoup, à la démoralisation des masses musulmanes françaises et au renforcement du soutien social à la politique répressive et militaire de l'État français.

\*\*\*

*L'irréductible opposition de principe* des communistes à toute intervention impérialiste n'entraîne pas automatiquement une adhésion inconditionnelle à tout mouvement anti-impérialiste ou une complaisance politique vis-à-vis de ses agissements.

Il est clair que les marxistes révolutionnaires et le prolétariat des métropoles devraient appuyer activement toute lutte anti-impérialiste *en s'opposant de toutes leurs forces aux interventions militaires de l'impérialisme*, tout en se démarquant des tendances et agissements socialement et politiquement réactionnaires de ces mouvements. Ceci aurait été particulièrement important lorsque des mouvements politiques islamistes, comme celui de Daech, provoquaient des carnages d'autres peuples et couches sociales de religion différentes, entraînant de véritables *nettoyages ethniques et religieux*, ainsi que l'oppression des femmes et la mise en œuvre de législations moyenâgeuses (mariages forcés, lapidations, etc.).

A l'époque, la participation des djihadistes français aux tueries ou égorgements de kurdes et aux nettoyages ethniques devait être dénoncée comme un phénomène *réactionnaire* et être décidément contré dans les métropoles par la propagande communiste au sein des masses musulmanes.

Mais il est également clair que la dénonciation des aspects réactionnaires des mouvements qui prennent les armes contre l'impérialisme a comme *condition sine qua non* la dénonciation préalable de l'impérialisme et la lutte contre sa politique d'oppression des peuples (lutte et dénonciation qui est totalement absente dans la France d'aujourd'hui). La position des communistes des métropoles à l'égard des interventions impérialistes dans ces aires géographiques ne peut être que celle d'une *opposition active et inconditionnelle* (de propagande, de dénonciation, d'agitation et de mobilisation) contribuant ainsi non seulement à la victoire des soulèvements des masses contre les pouvoirs en place et l'impérialisme, mais également *au plus libre développement de la lutte des classes moderne dans ces régions du globe*.

\*\*\*

Le mouvement communiste est foncièrement anticlérical, car il doit combattre le pouvoir temporel des Églises et lutter pour la séparation des Églises de l'État.

Les communistes considèrent *la pratique religieuse comme une affaire privée vis-à-vis de l'État* [sachant que seule la lutte des classes, et plus tard la société socialiste (qui sera capable de maîtriser les rapports sociaux des hommes entre eux et avec la nature), permettront aux plus larges masses de surmonter les préjugés et les idéologies religieuses].

Or, dans son action pour acquérir et étendre son influence au sein des masses, les marxistes révolutionnaires – tout en menant une lutte idéologique contre les superstitions religieuses, ainsi qu'un combat politique contre les agissements réactionnaires des mouvements d'inspiration religieuse – ne doivent pas froisser les préjugés religieux de celles-ci : « *Nous sommes absolument contre la moindre injure [faite aux] convictions religieuses des masses* », affirme Lénine dans « *De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion* » (1909).

De ce point de vue, en tenant compte des préjugés religieux des masses musulmanes dans l'aire islamique et dans un pays impérialiste comme la France, le comportement dénigrant de « Charlie Hebdo » à l'égard des croyances religieuses des musulmans lors de la publication de caricatures de Mahomet n'était pas seulement contre-productif du point de vue de la lutte contre l'influence politico-religieuse de l'intégrisme, mais aussi *néfaste pour ses conséquences politiques* (outre que personnelles pour la rédaction elle-même). Il en fut de même du travail du professeur de collègue assassiné suite à une campagne de dénonciation publique qui s'est emballée hors de tout contrôle.

Les réactions violentes aux humiliations ressenties par des membres de la mouvance de l'extrémisme islamiste, avec des attentats et des massacres contre des cibles vues comme « ennemies de l'Islam » en France, ont eu comme résultat catastrophique la concrétion d'une Union Sacrée sociale et politique autour de l'État (aujourd'hui plus à l'aise que jamais pour renforcer toujours plus ses ressorts répressifs et pour prolonger et élargir ses interventions militaires hors de ses frontières avec la justification de la « lutte contre le terrorisme »), une vague xénophobe élargie à toute la population musulmane et une offensive encore plus exacerbée contre l'immigration.

La lutte obligée des marxistes contre les idéologies religieuses n'a rien en commun avec l'attitude dédaigneuse de « l'intelligentsia éclairée » nourrie au Siècle des Lumières et à une laïcité impuissante face à l'émergence des tendances au repli communautaire dans la population musulmane. Il est d'une toute autre nature : *scientifique*, en ce qui concerne les fondements théoriques et historiques des religions<sup>3</sup> ; et *politique*, pour ce qui a trait à l'action des organisations politico-religieuses dans le terrain de la lutte des classes.

---

<sup>3</sup> Karl Kautsky - à l'époque où il était encore marxiste - donna un exemple magistral de la nature de ce travail avec son livre « Les Origines du Christianisme ».

[<https://www.marxists.org/francais/kautsky/works/1908/00/christianisme-table.htm>]

Les extraits des articles de Lénine que nous publions dans ce dossier développent de façon lumineuse les principes fondamentaux qui guident l'action des marxistes révolutionnaires dans son activité contre les influences religieuses dans la classe ouvrière.